

Le gouvernement turc a réduit à zéro les chances pour la Turquie d'entrer en Europe , d'après un sénateur russe

Alors que le gouvernement français a rompu la solidarité européenne en autorisant le meeting turc à Metz , un sénateur russe s'est exprimé :

« Si les ministres turcs ne sont pas autorisés à prendre la parole devant la diaspora turque, ni en Allemagne, ni aux Pays-Bas, alors les chances de l'adhésion de la Turquie à l'UE sont réduites à zéro »,

Le différend entre les gouvernements turc et néerlandais s'est s'envenimé pour une véritable crise diplomatique ce week-end .Les autorités néerlandaises ont refusé samedi matin à l'avion du ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, le droit d'atterrir à Rotterdam, où il devait parler en faveur du « oui » au référendum sur la réforme constitutionnelle.



Plus tard, la ministre turque de la Famille, Fatma Betül Savaş Kaya, a été expulsée samedi soir par les Pays-Bas vers l'Allemagne, d'où elle est repartie pour Istanbul.

Dimanche, le premier ministre turc a menacé de prendre des mesures de « représailles les plus sévères » à l'encontre des Pays-Bas.

L'accord d'association entre l'Union Européenne et la Turquie a été signé en 1963. Ankara a demandé son adhésion à l'Union Européenne en 1987. Les négociations ont commencé en 2005 et ont été plusieurs fois suspendues à cause

de manquements du gouvernement turc.

La négation du génocide des Arméniens , l'occupation de Chypre-Nord , le mépris des droits des femmes sont les plus importants sujets qui font débat entre l'UE et la Turquie.

Le CCAF (organisations arméniennes de France) ont publié :

"Le CCAF regrette l'autorisation donnée au ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu de tenir aujourd'hui même un meeting à Metz en faveur du « oui » au référendum organisé par Erdogan pour faire basculer la Turquie dans un régime présidentiel, et ce alors que le chef de l'État turc entraîne depuis des années ce pays dans une grave dérive autoritaire.

En interdisant les meetings électoraux d'Erdogan, l'Allemagne et les Pays-Bas ont fait preuve de courage et de fermeté envers un régime qui multiplie les atteintes aux libertés démocratiques.

À un moment où l'État turc a été dénoncé il y a deux jours par l'ONU pour ses "graves violations des droits de l'homme" dans la région du sud-est du pays occupé par les Kurdes, le CCAF appelle la France à reconsidérer sa position, si d'autres demandes de meetings électoraux venaient à être faites dans les jours qui viennent.

Alors que François Hollande dénonce le nationalisme à Livourne, le CCAF dénonce le nationalisme empreint d'islamisme d'Erdogan contraire à toutes les valeurs démocratiques et porteur d'un grave risque de trouble l'ordre public

Bureau National

Paris le 13 Mars 2017 "

sources : le sénateur russe Alexeï Pouchkov sur son compte Twitter, & CCAF